
ICANN81 | Réunion générale annuelle – Espace Afrique
Lundi 11 novembre 2024 – 13h15 à 14h30 TRT

YAOVI ATOHOUN : Bonjour à tous, c'est Yaovi. Il me semble que si tout le monde prend place, nous sommes prêts. Pour commencer, je vous souhaite la bienvenue et je vous prie de bien vouloir vous asseoir pour que nous puissions commencer. Bonjour, bon après-midi. Veuillez vous asseoir. Comme ça, on commencera.

JUNE OKAL : Nous allons lancer la séance. On commence l'enregistrement. Bonjour et bienvenue à cette réunion de l'espace Afrique dans le cadre de l'ICANN 81. Bonjour et bienvenue à cette séance de l'espace Afrique dans le cadre de l'écran 81. Je suis June Okal et je serai le gestionnaire de la participation pour cette séance.

Veuillez noter que la séance est enregistrée et qu'elle est régie par les normes de comportement attendus de l'ICANN ainsi que par la politique communautaire de l'ICANN anti-harcèlement.

Pendant la séance, les questions et les commentaires ne seront lus à haute voix que s'ils sont envoyés à travers la fonction Question-réponse. Si vous souhaitez intervenir, veuillez lever la main dans la salle

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

ou sur Zoom. Lorsqu'on vous l'indiquera, vous pourrez allumer votre micro. Vous pouvez y dire votre nom pour les registres ainsi que la langue dans laquelle vous allez parler si ce n'est pas l'anglais. Souvenez-vous de parler à un rythme raisonnable. Vous pouvez tous utiliser le chat, mais je signale que les chats privés ne sont possibles qu'entre membres du panel dans le format de Zoom actuel. Donc les messages entre participants seront également visibles pour les autres participants, les hôtes et les autres membres du panel. Je vais maintenant céder la parole à notre vice-président Participation des parties prenantes mondiales en Afrique, Pierre Dandjinou, qui va nous adresser la parole.

PIERRE DANDJINOU :

Merci June et bonjour à tous. Je m'appelle Pierre Dandjinou. Je suis le vice-président pour la participation des parties prenantes mondiales de l'Afrique spécifiquement à l'ICANN. Merci d'être venus à cette réunion.

Comme vous le savez, nous en sommes au moment de l'année où nous venons vous raconter ce que nous avons fait au niveau de la participation en Afrique et nous venons vous demander également ce qui s'est bien passé et ce qui n'a pas fonctionné. On veut connaître votre avis. Mes collègues et moi sommes ravis d'être ici pour ce faire aujourd'hui.

Nous avons également le bonheur de pouvoir accueillir notre bon ami et PDG de Smart Africa qui est ici à mes côtés. C'est un de nos invités d'honneur et il va également nous adresser la parole. Aujourd'hui, nous

avons parmi nous également une membre du conseil d'administration de l'ICANN qui est venue, même si elle a un emploi du temps très chargé et elle va également nous adresser la parole.

Quant à l'Afrique, ce qu'il faut savoir surtout, c'est que nous travaillons suivant notre stratégie pour l'Afrique, qui est un accord contraignant qu'on a entre vous et nous. Dans le cadre de cette stratégie africaine, on peut trouver notre mission. C'est sur ce document que nous avons écrit tous nos objectifs, tout ce que l'on devrait faire.

J'ai préparé quelques diapos pour présenter tout cela, mais je voulais surtout signaler que l'équipe a travaillé à travers une approche double. D'une part avec notre plan et sur toutes les activités qui y sont prévues, mais nous avons également lancé une coalition pour l'Afrique numérique. Il s'agit d'un projet de grande envergure et l'un des principaux messages que nous voulons faire passer aujourd'hui est que nous sommes là pour vous soutenir lors de la prochaine série du programme de nouveaux gTLD. Et donc on aura plus de participation des fournisseurs d'accès Internet à ce propos.

Je vais m'en tenir à cela, de sorte que Catherine puisse avoir le temps de vous adresser la parole. Je vais lui céder la parole pour qu'elle puisse après revenir dans notre réunion.

CATHERINE ADEYA :

Merci Pierre. Je m'excuse. Cette réunion se chevauche avec une autre réunion de grande importance à laquelle il faut que je participe. Mais

comme je le disais à Pierre, il n'y a pas moyen qu'en tant que membre africaine du Conseil d'administration de l'ICANN, je ne vienne pas vous voir lors de cette réunion de l'espace Afrique.

Pierre, vous parlez à l'instant de la Coalition pour l'Afrique numérique. On a également le PDG de Smart Africa, Monsieur Lacina Koné, un bon ami. C'est pour moi un honneur de partager cet espace avec vous. Et nous avons également Rodrigo qui est là, après tout ce qu'il a fait. Je m'attendais à un peu plus d'effusivité de l'Afrique, mais bref.

Au nom du conseil d'administration, il y a quelque chose que je tiens à dire et à réitérer et notre engagement pour la transformation numérique de l'Afrique. Quand on parle de l'Afrique, Pierre a déjà évoqué la Coalition pour l'Afrique numérique. On ne peut pas s'empêcher de penser au potentiel de l'Afrique, aux spécificités de notre région. On parle toujours de la singularité de nos langues. On parle d'une cinquantaine de pays, plus de 50 pays d'ailleurs. Donc n'oublions pas toutes ces statistiques plus de 50 pays, 25 % de la population de 24 ans en moyenne. Moi, je viens du Kenya.

Ici à l'ICANN, on parle de la prochaine série. Et qu'est-ce que cette série représente pour les entreprises africaines? On parle d'engagement, d'inclusion. Et souvent, on a tendance à s'exprimer avec des mots qui sont un peu compliqués. Mais il y a un terme surtout que vous devez comprendre, c'est le multipartisme.

L'engagement de l'ICANN, c'est un engagement profond envers le multipartisme. On veut être sûr que toutes les perspectives,

notamment la perspective africaine, soient entendues. Et ce, parce que l'Afrique est une pièce fondamentale pour le puzzle de la gouvernance de l'Internet.

La plupart d'entre vous auront déjà lu notre plan stratégique pour la période 2026 à 2030, je l'espère. Si ce n'est pas le cas, je vous encourage à le faire. Il y aura d'autres séances au cours desquelles on en parlera davantage. Mais le conseil d'administration continuera à travailler dessus. Mais j'espère que la voix de l'Afrique sera encore plus entendue, que vous continuerez à contribuer à ce plan qui contient des objectifs stratégiques – cinq, chacun accompagné de cibles et d'indicateurs. Donc, je vous prie d'aller consulter ce document.

Moi qui suis membre du conseil d'administration, j'ai un rôle de supervision. Donc si je vous entends parler, il est plus simple. Je ne peux pas me battre pour plus d'attention ou plus de travail en Afrique si vous n'êtes pas impliqué. Donc on a besoin de vous. Merci Pierre. Voilà mes remarques préliminaires. Je serai là dans les couloirs. En général, je suis quelqu'un d'assez ouvert. Si je ne souris pas, rappelez-le-moi. Et voilà tout ce que j'avais à dire. Merci.

PIERRE DANDJINO :

Merci Catherine. En général, il faudrait vous demander à ce point-là si vous avez des questions pour Catherine. Mais je sais qu'elle doit nous quitter et on va la remercier d'être venue quand même. Merci. J'ai maintenant le grand honneur de vous présenter le directeur général et PDG de Smart Africa, qui vient participer à cette réunion de l'espace

Afrique pour la première fois pour nous. Pour nous, ce sera un grand plaisir de l'écouter et de mieux connaître l'excellent travail que fait Smart Africa sur notre continent. Monsieur le PDG, vous avez la parole.

LACINA KONÉ :

Merci, cher frère Pierre, Président régional pour l'Afrique, membres du Conseil d'administration de l'ICANN, membres de la Coalition numérique pour l'Afrique, chers membres, bonjour à tous! Avant tout, permettez-moi de vous remercier de m'avoir invité. Au cours des deux derniers jours, nous avons eu l'occasion d'échanger à propos de l'environnement actuel de l'Internet en Afrique. J'ai le plaisir de venir présenter certaines de nos initiatives et je viens défendre également l'importance de notre collaboration pour la gouvernance de l'Internet, la création de compétences pour les législateurs sur notre continent. L'Alliance Smart Africa a toujours été engagée à promouvoir la création d'un seul marché numérique africain à l'horizon 2030.

En ce moment, nous travaillons sur 34 différents projets qui vont de la connectivité à la transformation, à l'innovation et entre autres, on a une initiative qui porte sur l'innovation, la transformation numérique de l'Afrique.

Je confie à ce que les efforts de notre coalition seront fondamentaux pour nous permettre de parvenir à cet objectif, surtout au niveau de la gestion des noms de domaine. Hier, lors d'une séance entre pairs, on a pu comprendre que les ccTLD africains en sont à 3 %. 3 % des opérateurs de registre de ccTLD au monde sont en Afrique. Imaginez les

chiffres d'affaires que ces gouvernements n'ont pas l'occasion de concrétiser du fait de ne pas promouvoir ces ccTLD. Lorsqu'on regarde le marché africain, vous connaissez déjà la situation. On a à peu près six opérateurs qui ont une infrastructure de 6 milliards et qui pourraient générer une valeur de transactions de 86 milliards de dollars. Mais le potentiel qu'a l'Afrique n'a pas été atteint.

Et le potentiel, ça ne fait pas les indices. On doit vraiment concrétiser ces opportunités. Et au-delà des revenus potentiels, il s'agit de créer des passerelles numériques dans nos pays qui veillent à protéger leur souveraineté numérique. Mais cela n'a pas été fait.

Le potentiel de la coalition pour nous remettre au défi est fondamental. On doit consolider la collaboration pour le développement de l'infrastructure et la création de compétences, de renforcement des compétences, dans l'environnement de la gouvernance Internet, ce qui inclut la prise de décision. On doit entreprendre des actions de grand impact pour lutter contre les défis du continent, ce qui est tout à fait en ligne avec la dynamique actuelle des conclusions autour du Pacte numérique mondial qui a été adopté à New York. Les négociations à propos de ce pacte numérique mondial ont été menées par le Secrétaire général de l'ONU au cours des quatre dernières années.

Pendant la séance précédente de l'espace Afrique qui s'est tenue à Kigali au mois de juin dans le cadre de l'ICANN 80, nous avons réaffirmé notre engagement envers la Coalition pour une Afrique numérique et pour concrétiser nos engagements à travers des actions. Cela s'est fait

hier avec la tenue d'une séance qui portait sur le cadre réglementaire et les processus associés à la gestion des noms de domaines géographiques de premier niveau que l'on connaît autrement, comme ccTLD. Et cette séance avait été organisée à l'intérêt des fonctionnaires gouvernementaux et des législateurs de nos pays, avec le soutien de la Coalition pour une Afrique numérique.

Les participants ont pu apprendre des meilleures pratiques menées sur ces efforts et les effets et les bienfaits de la gestion des ccTLD pour soutenir le paysage numérique de leur pays. C'était donc une séance couronnée de succès avec plus de. Une participation de plus de 30 pays, 15 organisations internationales et experts.

En plus de cette initiative, Smart Africa travaille sur plusieurs domaines dans la gouvernance de l'Internet et a fait cela depuis ces dernières années. Nous avons mené beaucoup d'actions pour renforcer les capacités des apprentissages avec les pairs et travaillé sur des événements pour la gouvernance de l'Internet sur le continent. Nous allons continuer notre travail et nous allons continuer notre engagement avec les différentes parties prenantes qui sont absolument fondamentales pour atteindre nos objectifs de créer un marché unique numérique pour l'Afrique et une gouvernance souveraine.

Mesdames et Messieurs, les chefs de délégations des organisations de la Coalition, le lancement officiel du groupe de travail lors de la séance de l'ICANN 80, composé de plus de 30 membres à Smart Africa, nous a permis de créer une feuille de route pour atteindre la gouvernance de l'Internet sur le continent. Nous avons également créé des lignes

directrices pour mettre en œuvre des actions concrètes. Votre engagement pour nous accompagner et accompagner ce processus de développement est attendu dans le cadre de la Coalition pour une Afrique numérique.

C'est également le moment pour moi de remercier l'ICANN du soutien constant qu'il nous apporte, qui se matérialise avec la signature d'un protocole d'entente qui aura lieu demain.

Mesdames et Messieurs, nous sommes convaincus que ces efforts concrets permettront aux gouvernements africains de pouvoir faire face aux défis du paysage mondial de la gouvernance de l'Internet. Avec vos efforts, nous pouvons créer un environnement qui pourra apporter de l'innovation, de la collaboration et la mise en œuvre de politiques numériques inclusives et mondiales, avec votre soutien et votre collaboration qui seront absolument fondamentales pour l'atteinte de ces objectifs. En effet, c'est grâce à la collaboration que nous pouvons créer des infrastructures robustes et améliorer les compétences numériques, assurer un accès équitable aux technologies numériques à tous nos citoyens.

Merci de votre attention, merci de votre soutien et ensemble, continuons à travailler vers un futur innovant numérique pour l'Afrique où chaque pays peut tirer parti des profits de cette technologie pour pouvoir améliorer son secteur économique et social. Merci.

PIERRE DANDJINO :

Merci beaucoup, Monsieur le PDG de Smart Africa, pour cette introduction et ces mots. Nous sommes très heureux de vous avoir ici et de vous avoir en tant que partenaire. Et merci également d'avoir organisé cet atelier que d'hier. J'y ai participé et c'était très intéressant. Cela nous permet de faire face aux défis liés aux ccTLD sur le continent africain et c'était un échange très intéressant. Donc merci encore de l'avoir organisé.

Alors, selon l'ordre du jour, nous devrions entendre désormais Sally Costerton, qui est notre PDG par intérim pour l'ICANN. Et comme vous le comprendrez, elle a également un emploi du temps très chargé. Elle ne peut malheureusement pas être ici avec nous. Elle n'a pas pu s'échapper de la réunion dans laquelle elle doit être. Donc elle m'a demandé de vous souhaiter la bienvenue. Elle sera ici à la réception de ce soir et elle est également très heureuse d'être présente lors de la signature du protocole d'accord avec Smart Africa. Demain donc, elle sera avec nous et avec vous lors de cet événement.

Elle m'a chargé de vous assurer de son soutien et de l'importance du travail de l'espace Afrique. Et l'importance également du développement du DNS sur le continent africain, en particulier pour l'économie et l'espace numérique, en particulier pour le développement du plan stratégique de l'ICANN. Elle m'a assuré qu'elle apporterait son soutien à l'espace Afrique pour cela. Donc, voici les messages qu'elle souhaitait vous faire passer. Donc le.

Elle nous assure du soutien de l'ICANN pour pouvoir mener à bien nos travaux, en particulier pour ce partenariat que nous mettons en œuvre. Donc ne vous en faites pas, vous la verrez ces prochains jours. Ceci étant dit, je vais donner la parole à June pour la suite de notre ordre du jour.

Bon, très bien, je vais continuer de parler dans ce cas-là. Alors laissez-moi vous présenter déjà notre ordre du jour. Mais avant cela, je voulais vraiment insister sur le fait que l'objectif de la séance d'aujourd'hui est vraiment de vous mettre à jour sur notre travail, mais également d'attirer votre attention sur certains aspects de nos travaux, en particulier sur cette nouvelle série de nouveaux gTLD.

Ce soutien aux candidats que nous allons fournir est très important et nous avons besoin d'entendre vos voix également sur ces sujets. Donc la première chose à vous dire, c'était de vous dire que la Coalition pour une Afrique numérique a été lancée l'année dernière et nous avons déjà quelques chiffres à vous partager. Nous avons 14 partenaires qui participent donc à cette coalition. Nous avons huit initiatives clés, huit initiatives phares qui ont déjà été lancées. Ces activités ont déjà été menées dans 34 pays du continent africain. Et en termes de population, vous voyez à l'écran ce chiffre de 80 %. Et voilà, Cela vous donne une idée du travail qui a déjà été mené cette dernière année.

Et je voulais également attirer votre attention sur certains thèmes qu'il faut garder en tête lorsqu'on parle de la Coalition pour une Afrique numérique. Nous avons trois domaines principaux de travail. Le premier est une infrastructure DNS robuste. C'est en réalité le travail

principal de l'ICANN. Et lorsque l'on parle de cela, lorsque l'on pense aux activités de l'Afrique, il faut nous assurer que la connectivité soit pertinente. Donc ce n'est pas qu'une question de faire des évaluations et de communiquer, mais il y a du travail à faire, de développement en particulier. Et également, le renforcement des capacités est fondamental.

En ce qui concerne l'infrastructure du DNS, nous avons déployé ce qu'on appelle les campagnes itinérantes du DNSSEC, qui sont des programmes qui permettent de mettre en œuvre des ccTLD dans certaines zones et, évidemment, de nous assurer d'une infrastructure robuste du DNS dans le pays. Nous avons mené ces campagnes itinérantes au Nigeria, au Cameroun et au Cap-Vert. Et nous avons également obtenu le soutien de l'IMRS, qui sont les serveurs racines soutenus par l'ICANN. Vous le savez tous et toutes ce que c'est. Nous pouvons également parler de cela. Nous avons ces projets qui sont menés pour le moment. Les IMRS ont pour objectif d'améliorer la rapidité de la résilience des résolveurs pour que vos requêtes obtiennent une réponse plus rapidement. C'est fondamental et il est important d'avoir accès à des serveurs racines, peut-être pas au niveau local, mais au moins au niveau régional.

Si on se tourne désormais vers notre domaine d'une connectivité pertinente, ce que nous faisons ici, c'est de collaborer avec l'Association des universités africaines pour pouvoir travailler sur l'acceptation universelle, ce qu'on appelle l'UA. Et nous avons obtenu quelques découvertes, en particulier sur différents systèmes qui doivent être alignés avec l'acceptation universelle. Nous avons donc

mené ces travaux dans plus de 400 universités et centres de recherche africains et nous nous sommes rendu compte que la plupart des universités n'ont pas encore de système compatible avec l'acceptation universelle. Mais ce que nous voulons générer, ce que nous voulons créer et qui nous paraît très important, c'est de nous assurer que les institutions aient un accès égal à des modules, à des cours sur l'acceptation universelle au sein de leur curriculum, de nous assurer que les universités comprennent pourquoi elles doivent être alignées avec l'acceptation universelle. Parce que quand on les contacte et qu'on leur demande si elles ont ces systèmes compatibles, elles nous répondent qu'elles ne savent même pas ce qu'est l'acceptation universelle.

Donc, c'est un projet que nous avons ici avec la plupart des pays, en particulier les pays qui ont des scripts qui ne sont pas encore disponibles sur Internet et c'est un projet qui nous paraît absolument fondamental. Nous avons réussi à faire cela déjà en Éthiopie parce que c'est très important avec le langage amharique. Donc c'est absolument fondamental puisque, évidemment, on peut parler français, anglais ou d'autres langues de l'Afrique, mais nous voulons absolument garantir l'accès à Internet dans les langues locales et c'est une opportunité qui a été possible en Éthiopie. Nous avons la technologie qui est désormais présente et il est désormais de notre devoir de savoir quel pays souhaite mettre en œuvre cette technologie.

Et enfin, notre domaine central est vraiment le développement et le renforcement des capacités. Ici, nous avons travaillé sur les ccTLD, le

renforcement des capacités des ccTLD. Nous avons plusieurs partenaires qui nous aident ici et, encore une fois, je souhaite les remercier chaleureusement parce que j'ai participé à des ateliers avec eux, pas seulement sur des questions techniques, mais également sur des questions de commercialisation et des questions de sécurité. Donc nous sommes très heureux du travail qui est mené sur le renforcement des capacités.

Encore une fois, nous avons des projets fondamentaux sur l'éducation et sur la manière de mettre en œuvre ces questions et de les faire passer aux gouvernements et aux dirigeants des pays. Donc, nous avons une collaboration avec le GAC et en collaboration avec Smart Africa, évidemment. Donc, ceci est pour l'ICANN 81, nous avons cette session avec le GAC et nous aurons des ateliers pour les membres des gouvernements en collaboration avec différents partenaires. L'objectif est ici de se concentrer sur la prise de décision. Donc voilà ce que nous avons prévu. Peut-être qu'il faut que je vous présente certains projets avant de passer à la suite de l'ordre du jour.

Donc voici le programme des gTLD pour l'Afrique, mais ce n'est pas moi qui vais vous présenter cela. Je voulais vous parler des huit projets phares que nous avons mis en œuvre. Je ferai cela et puis je céderais la parole à Lucky. Un des projets qui a eu le plus d'impact pour nous était le lancement du noyau IMRS au Kenya. On s'est associé à un centre de données sur place. C'était ce qu'on appelait des grappes de serveurs racine. Et une fois qu'on avait installé cette grappe, par où va passer le trafic? On a vu qu'entre 30 et 35 % du trafic qui a commencé à circuler

ou qui circulait déjà a augmenté jusqu'à 100 %. Mais en général, ce trafic sortait de l'Afrique. C'était du trafic vers le Nord et qui revenait en Afrique parce qu'on n'avait pas de grappes avant. On a également installé une autre grappe en Égypte et on prévoit de continuer à installer des grappes sur le reste du continent. Mais il n'y a pas que ça. Même en Afrique, il y a des pays qui n'ont qu'une copie. Donc on a entre huit et dix pays qui ont déjà une instance L du serveur racine sur le continent. Mais notre objectif est d'en installer davantage vu l'effet que cela a.

Une autre initiative que je tiens à signaler avant de conclure est en lien avec le roadshow du DNS. On a parlé de l'IMRS, d'acceptation universelle, les institutions accréditées. Les points d'échange Internet sont très importants aussi. Et à ce niveau-là, nous sommes allés à l'ISOC pour pouvoir déployer ces points d'échange Internet en Afrique. Et nous considérons que cela est très important, surtout à la lumière des pannes fréquentes qu'on a en Afrique avec l'Internet. Cela peut aider à améliorer la situation. Et puis je parlais également des gouvernements, des décideurs, législateurs et du travail de renforcement de leurs compétences. Donc voilà nos projets phares. Mais cela ne fait qu'un an que nous avons commencé à travailler. Nous espérons pouvoir redoubler nos efforts pour l'exercice prochain. Il y a énormément de choses à dire, surtout qu'on doit parler de notre plan stratégique aussi. Mais étant donné que le temps nous est compté, je vais, sans plus m'attarder, vérifier si Lucky est là. Il est là, très bien, qui a beaucoup d'idées à partager avec nous. On lui cède la parole tout de suite.

LUCKY MASILELA :

Merci Pierre. Bon après-midi à tous. Aujourd'hui, je voudrais vous parler de la manière de faire en sorte que le reste du continent africain puisse participer à la prochaine série de nouveaux gTLD. En 2014, alors que la première série de nouveaux gTLD a été lancée, on a regardé combien de pays du continent ont participé. On a également regardé combien de ces noms enregistrés sont toujours actifs sur le continent.

Et face à tout cela, on s'est posé quels étaient les facteurs qui dissuadaient ou qui impliquaient qu'il soit impossible pour les Africains de participer aux séries de nouveaux gTLD? Et voilà ce que je viens présenter aujourd'hui. L'idée est que cela suscite un peu de débat et que cela nous permette de commencer à échanger. Vous pouvez nous parler, on a une équipe qui est là. Comme vous le savez, nous avons l'un des principaux gTLD du continent que nous exploitons avec grand succès.

.Africa est un nom géographique et je pense qu'il s'agit du quatrième nom géographique plus grand au monde après Tokyo et New York. Voici quelques-uns des domaines actifs qui sont enregistrés sous notre nom géographique, mais ce n'est pas tout. Il y en a d'autres. J'ajoute leur logo ici pour que vous voyiez qu'il y a de grands noms qui y sont enregistrés sous le .Africa. Avancez encore. Ces noms ont été enregistrés en mode réserve. C'est un enregistrement qu'on appelle défensif et c'est très valable aussi.

Mais voyons maintenant quelles sont les problématiques identifiées. Voici certaines des candidatures pour l'enregistrement de noms que

nous avons vu présentées lors de la série précédente. Et vous remarquerez qu'il n'y a que .Africa, .Capetown, .Durban et .MTN qui sont actifs aujourd'hui. Tous les autres gTLD qui ont été demandés en Afrique – .AfricaMagic, .gotv, .DSTV, .Mzansismagic ont été résiliés et ne sont plus actifs pour un nombre de raisons.

Mais vous verrez que dans la plupart des cas, il s'agissait de noms qui venaient de l'industrie des loisirs. MultiChoice est l'une des principales entités de loisirs en Afrique qui a vu que ces noms n'avaient aucun intérêt, mais ça reflète certaines des difficultés que nous avons rencontrées.

Voyons maintenant d'autres statistiques sur ces quatre noms de domaine qui sont toujours actifs et que nous gérons. Vous verrez que pendant les trois premières années, entre 2014, 2015 et 2016, on n'a pas pu élaborer de statistiques pour le .Africa, et ce, parce que pendant cette période, on a dû passer par un processus de litiges. On a perdu du temps, de l'argent, et ce n'est qu'en 2017 qu'on a pu lancer publiquement notre nom de domaine. Aujourd'hui, nous avons 51 000 noms de domaine enregistrés sous notre TLD. Mais regardez les cas pour nos autres noms de domaine – Joburg, Capetown, Durban, les statistiques sont très stables. C'est une problématique des gTLD aussi parce qu'il n'est pas facile. On les voit comme des noms de luxe.

L'étude du marché du DNS a abordé beaucoup de questions en lien avec ces difficultés. Et aujourd'hui, nous avons prévu de parler des frais d'évaluation. Comment participer à cette prochaine série qui est à venir

depuis notre continent? Et je pense que c'est cela qu'il faut que l'on considère.

Voici un modèle d'affaires que nous proposons. Nous avons élaboré ce modèle sur la base des réussites et des échecs des gTLD sur le continent. Parfois, les données les plus importantes étaient en lien avec l'économie. Parfois, c'étaient les conditions du marché dans le pays où on voulait enregistrer ces noms.

Mais je pense que le principal qu'il faut retenir pour cette prochaine série est que nous pourrions avoir une ville, par exemple Kigali ou Lagos, ou une mairie, un comté par exemple de là où vient Barak ou une communauté qui pourrait parrainer ou être même directement le candidat, parce que la somme de deux 200 000 \$ a été réunie. À ce moment-là, le candidat et le parrain devront trouver un opérateur de registre qui pourrait être un fournisseur local – c'est ce que nous préférons – ou ça pourrait être un RSP, mais également un fournisseur local. On préfère toujours avoir des fournisseurs locaux. Et ces deux solutions peuvent vous être proposées ici. Nous avons envisagé les deux possibilités.

Mais la difficulté est que le RSP doit lui-même trouver les fonds pour payer les frais de l'évaluation. Et si le fournisseur est un acteur local, ce sera encore une fois une butte difficile à remonter. Et puis, ils vont également devoir trouver un bureau d'enregistrement pour cette ville, pour cette municipalité et il œuvrerait, suivant le concept, que ce

serait le titulaire du nom qui en serait propriétaire et qui va devoir accumuler des clients au fur et à mesure, au fur et à mesure.

En général, par exemple, une entreprise qui rend des services d'électricité va envoyer des factures pour services à ses clients tous les mois. Eh bien, ça fonctionnerait de la même manière. Le site web de la ville pourrait être utilisé en tant que plateforme pour communiquer avec les citoyens, pour les tenir au courant des problèmes dans les rues, des pannes d'électricité, d'eau, etc. Et donc ça peut devenir une plateforme de fourniture de services. À ce moment-là, il pourrait également y avoir des sociétés privées qui publient des publicités justement sur ce site. Il pourrait y avoir d'autres qui proposent leurs services sur le site. Et tout cela permettrait à la ville ou à la mairie de toucher un chiffre d'affaires plus élevé, de générer des revenus. Nous croyons que cela pourrait être un bon modèle d'affaires. Si vous essayiez d'enregistrer .lagos et le vendre à un client privé, cela pourrait être difficile. Voilà pourquoi je crois que ce modèle où la ville est le parrain de la candidature est plus viable. Voyons maintenant les deux diapos suivantes.

Avant que je finisse, ah oui, je voulais vous parler de cette réunion. Si vous avez le temps, venez nous accompagner demain à 17 h 30 dans la salle d'à côté où nous allons présenter notre AFRINIC. Pour ceux qui sont passionnés de ce sujet, venez nous accompagner demain dans la salle d'à côté à 17 h 30, nous allons discuter d'Afrique. Merci.

PIERRE DANDJINO :

Merci beaucoup pour cette proposition. J'espère avoir le temps d'en discuter. Il nous reste encore une demi-heure et j'aimerais savoir ce que June a à dire. Parce qu'en général, dans le cadre des séances de l'espace Afrique, on doit nous virer de la salle parce qu'on ne s'en tient pas trop au temps prévu. June. D'accord, Yaovi. Je vais vous demander de passer tout de suite à la partie suivante de notre ordre du jour, à savoir le plan préliminaire. Je voudrais vous demander de faire cela en cinq minutes, comme ça on aura le temps d'écouter le public.

YAOVI ATOHOUN :

Merci. J'espère que vous m'entendrez. Je ferai de mon mieux pour respecter ce délai qui m'a été alloué. Je vais prendre dix minutes comme c'était prévu dans notre ordre du jour et donc je vais demander à Magalie de passer à la diapo numéro 16, 14 pardon. Le sujet principal de ma présentation sera le plan régional de l'ICANN pour l'Afrique. Il s'agit d'un plan qui reprend le plan stratégique de l'ICANN, mais qui s'adapte à notre réalité locale. Magalie, passons à la diapo suivante. Comme cela a déjà été dit, la stratégie pour l'Afrique suit les mêmes logiques contenues dans le plan stratégique de l'ICANN et donc les mêmes périodes. On organise nos plans en période quinquennale. Je ne vais pas lire tout ce que vous avez à l'écran. Le but est de vous expliquer quel est le processus suivi pour l'élaboration de notre plan stratégique régional. Il y a différentes étapes et si Magalie passe à la diapo suivante, diapo d'après, vous verrez ce qui suit. Oui.

Nous sommes actuellement dans une phase où vous voyez, nous avons un appel à contributions qui s'est clôturé le 17 septembre. Donc, je suis

sûr que la plupart d'entre nous dans cette réunion ont participé à certaines réunions ou aux webinaires qui avaient été organisés pour informer sur ce plan stratégique, puisque c'est un processus qui engage toute la communauté. Donc, nous attendons le rapport qui devrait être publié le 19 novembre et après avoir eu ce rapport, nous demanderons... Le conseil d'administration pourra évaluer ce rapport et il y aura un processus de consultation de la communauté.

Sur la prochaine diapositive, vous voyez ici les objectifs à prendre en considération pour l'Afrique puisque, comme vous le savez, nous avons également un plan régional qui sera mis en œuvre, qui portera sur cinq ans. Nous partons du principe que les quatre objectifs qui sont proposés pour la communauté de l'ICANN et qui sont en discussion actuellement seront des objectifs qui s'appliqueront également pour l'Afrique. Donc, voici les objectifs qui sont à l'écran. Le premier est donc de faire évoluer et de promouvoir le modèle multipartite de l'ICANN pour soutenir le modèle de la gouvernance inclusive de l'Internet. Nous pensons ici que la communauté africaine peut contribuer à cet objectif mondial de l'ICANN.

Le deuxième objectif est donc d'améliorer l'excellence organisationnelle. Ici, c'est un objectif et nous pensons que la communauté africaine peut également y contribuer. Le troisième objectif est de collaborer avec les parties prenantes pertinentes pour améliorer le système d'identificateur unique de l'Internet. Et sur ce troisième objectif, nous proposons de le prendre en compte. Et le quatrième objectif est de renforcer la sécurité du système des identifiants. Donc voici les quatre objectifs. Si vous vous en rappelez

bien, lors du plan stratégique précédent, nous avons cinq objectifs, mais nous en avons désormais que quatre pour ce nouveau plan. Cette présentation sera rendue disponible à tous après cette séance.

Pour vous rappeler ce que nous avons fait dans le passé, nous avons créé une stratégie en 2012 pour l'Afrique. Nous avons impliqué la communauté dans la création de cette stratégie et en 2018, nous avons publié une version révisée de cette stratégie. Pour les cinq dernières années, pour le plan stratégique, nous nous sommes alignés avec les plans stratégiques de l'ICANN et cette année, nous offrons de publier un rapport sur la mise en œuvre de ce plan quinquennal.

Ce que nous proposons de faire, comme vous le voyez sur cette prochaine diapositive, c'est de prendre ces quatre objectifs et nous proposons des résultats qui ne sont que des idées que nous proposons pour le moment. Donc je ne vais pas tous les lire. Mais peut-être que si nous nous dirigeons vers le premier objectif, vous voyez qu'il y a beaucoup de finalités à ces objectifs. Donc le premier objectif était donc d'améliorer la collaboration et la représentation des parties prenantes. Et donc sur cette première finalité 1.1, c'est la stratégie et donc d'avoir la stratégie 1.1.1. qui est intégrer les nouveaux partenaires dans la communauté de l'ICANN selon les besoins. Donc les résultats proposés seraient donc de faire des travaux et des contributions avec des parties prenantes.

La deuxième stratégie est de permettre la collaboration intégrée au sein des groupes communautaires. Donc, ce que nous suggérons comme

résultat, c'est d'améliorer la synergie au sein des membres de l'ICANN de l'Afrique et des SO/AC pour entraîner de meilleurs résultats politiques et d'améliorer l'intégration des boursiers et des nouveaux venus au sein de l'ICANN. Donc, voici nos résultats proposés. Nous proposons d'évaluer cela grâce à des indicateurs clés pour évaluer les progrès. Donc, voici le modèle que nous avons créé sur la diapositive suivante. Vous voyez donc la finalité numéro trois. Nous avons fait la même chose pour toutes les finalités. Vous le voyez ici. Donc pour l'objectif stratégique numéro trois, nous avons une finalité 3.1 qui est de faciliter l'inclusion numérique. Donc la stratégie 3.1.1. est de promouvoir l'avancement vers l'acceptation universelle et les IDN en autonomisant les parties prenantes. Donc le résultat proposé est de nous assurer que les développeurs après obtiennent des compétences lors de leur éducation et puissent pouvoir utiliser l'acceptation universelle. La deuxième stratégie est une collaboration proactive avec des parties prenantes externes pour promouvoir l'acceptation universelle. Les résultats proposés sont d'augmenter l'acceptabilité de l'acceptation universelle. Et si certains d'entre vous ont participé à la session d'acceptation universelle ce matin, vous savez que nous avons beaucoup de propositions en ce qui concerne la journée d'acceptation universelle de la part de l'Afrique. Donc, je vois qu'ici nous avons beaucoup de propositions.

Et enfin, si on se dirige sur le dernier objectif stratégique, la finalité 4.1 est de renforcer les partenariats avec les parties prenantes pertinentes pour renforcer la responsabilité partagée et de s'assurer d'avoir des identifiants uniques sûrs et stables. Les stratégies en particulier, sont

pour la troisième stratégie, par exemple, vous voyez que nos résultats proposés sont d'améliorer l'adoption des opérations du DNS et la sécurité des meilleures pratiques au niveau des opérateurs de réseaux en Afrique. Donc, nous attendons une collaboration au niveau continental. Nous avons une équipe de l'OCTO qui travaille avec nous et nous travaillons sur l'engagement de différentes équipes sur ce sujet. Nous avons fait beaucoup de travail sur les opérations du DNS et nous avons fait beaucoup de progrès. Et nous voyons que tout cela peut permettre de contribuer au plan régional. Donc voilà, encore une fois, ce sont des idées que nous proposons sur ses objectifs, ses finalités et ses stratégies. Pour cette dernière diapositive, je vous propose un échéancier puisque nous n'avons pas énormément de temps avant la mise en œuvre de ce plan régional. Donc voici notre proposition. Vous avez ce document auquel vous pouvez contribuer. Nous savons qu'il n'y a pas beaucoup de temps, mais c'est important d'y contribuer.

Donc, en novembre, nous allons annoncer que nous proposons la création d'un groupe de travail ad hoc. Ça avait déjà été le cas dans le cadre du dernier plan stratégique, nous avons créé un groupe de travail sur la création du plan stratégique régional. Donc, nous voulons créer un groupe qui pourrait nous soutenir sur ces efforts et nous avons besoin de plus de détails. Nous avons besoin de plus de contributions pour cela. Donc, nous pensons qu'entre aujourd'hui et janvier, nous pourrions mettre en œuvre ce groupe de travail qui pourrait élaborer une première version d'un plan régional. Et nous aimerions que cette présentation de ce plan, de cette première version de ce plan, soit faite en mars 2025. Puis, entre mars et avril, nous pourrions recevoir les commentaires et les opinions de la communauté sur ce plan et, ensuite,

en mai, notre objectif est d'avoir un document complet qui pourra expliquer nos activités pour les cinq prochaines années et qui pourra être mis en œuvre dès juillet. Donc, voici nos objectifs.

Et voici notre proposition puisque nous ne pouvons pas décider pour le moment de ce groupe, ce que nous suggérons, c'est d'avoir un membre des dirigeants de l'Afrique de chaque SO et AC, donc d'avoir un membre de chaque organisation de soutien et de chaque comité consultatif. Puis nous avons des groupes qui sont très actifs, qui travaillent sur le continent africain. Donc notre suggestion, c'est d'avoir un membre de chacun de ces groupes. Ce n'est pas obligé, mais nous avons une liste préliminaire des organisations qui peuvent contribuer à ce groupe de travail. Donc, nous envisageons un groupe assez restreint, mais qui pourrait travailler de manière efficace sur l'élaboration de ce document et de ce plan stratégique. Donc, je vais m'arrêter ici puisque nous n'avons que quelques minutes restantes pour cette réunion, et nous avons besoin de discuter puisque votre participation, qu'elle soit en ligne ou sur place, est fondamentale. Je suis désolé de ne pas avoir pu rentrer dans les détails de ce plan, mais comme vous le savez, il vous sera partagé pour que vous puissiez le regarder plus en détail. Pierre, je vais m'arrêter ici et vous pouvez demander s'il y a des questions ou des contributions dans la salle ou en ligne.

PIERRE DANDJINO :

Merci. Merci beaucoup pour cette présentation, surtout sur la préparation et le développement du plan stratégique pour l'Afrique. Aussi, ce qu'on peut faire, c'est de vous rappeler ce que nous venons de

faire. Nous avons une mise à jour sur la Coalition pour une Afrique numérique. Nous avons eu cette mise à jour sur le plan stratégique africain. Donc, je suis sûr que vous avez des questions, des suggestions, des commentaires. Si vous en avez, c'est le moment. Vous avez la parole, S'il y a des questions, n'hésitez pas.

JUNE OKAL :

Merci beaucoup. Nous avons beaucoup de mains levées dans la salle et en ligne. Donc nous avons des commentaires sur Zoom qui disent que cette coalition est une très bonne nouvelle et qui félicitent la mise en œuvre de cette coalition. Pardon, je parle très vite. Désolée pour les interprètes. Malik Alassane dit Félicitations à Smart Africa et au PDG et à son équipe pour la manière dont leurs travaux visionnaires font avancer la gouvernance de l'Internet et le numérique en Afrique. Dr. Akinbo nous dit merci pour ces lignes directrices et pour la mise en œuvre de ces travaux. Il est également d'accord sur le fait qu'il est important de créer des contenus sur ces sujets. Merci M. Lucky pour cette présentation très importante. Il est important de souligner les succès de l'Afrique lors des prochaines séries de gTLD. Je vois plusieurs mains levées. D'abord, Hadia, et je vois encore beaucoup de mains levées. Donc, nous allons vous donner la parole.

HADIA ELMINIAWI :

Merci beaucoup et félicitations à vous tous et toutes pour ce travail si ardu que vous avez fourni. Ma question porte sur le modèle d'affaires que M. Lucky a présenté et qui a l'air d'être un modèle très prometteur. Ma question est donc : Est-ce qu'on pourrait utiliser le programme de

soutien aux candidats? Et si non, quels sont les défis liés à l'utilisation de ce programme de soutien aux candidats? Comme vous le savez, ce programme sera mis en œuvre à partir de novembre. Je crois que c'est vers la fin novembre et si je peux ajouter peut-être quelque chose rapidement qui n'est pas lié à ce qui a déjà été dit, mais qui est lié à l'acceptation universelle. Je voulais parler de l'événement sur la stratégie de l'acceptation universelle. Depuis l'AFRALO, nous avons mis en œuvre des activités. Nous avons fait un résumé de toutes nos activités de 2024. Nous avons parlé de 40 thèmes de l'acceptation technologique. Le deuxième est le renforcement des capacités durables avec la participation d'universités africaines, le troisième est les industries locales du DNS avec les fournisseurs de services locaux et le quatrième portait sur les politiques publiques et la collaboration avec l'UNESCO. Merci.

PERSONNE NON IDENTIFIÉE : J'ai une question par rapport à la présentation de Yaovi. Merci. Le travail que vous faites doit être félicité. Et je voudrais manifester mon intérêt à participer à l'équipe restreinte qui élaborera le plan régional. Dans ce même sens, je tiens à préciser que nous avons un groupe de travail qui s'occupe de la gouvernance de l'Internet et nous voulons nous mettre à votre disposition. Peut-être qu'il serait trop long d'envisager de faire ce travail jusqu'en mai. Donc, nous avons tout un groupe qui peut être à votre disposition et il nous semble que cela pourra probablement vous aider à raccourcir les délais et surtout à prendre en charge plus de travail administratif. Donc j'espère que cela pourra vous aider. Merci.

PIERRE DANDJINOU :

Merci beaucoup. C'est bien noté. D'ailleurs, comme le disait Yaovi, on avait déjà prévu de vous contacter. On avait une petite liste de parties prenantes que nous envisagions de contacter mais qui n'était pas exhaustive. D'ailleurs, pour moi, la question était de savoir pourquoi AFRINIC n'était pas dessus. Mais bon, ce n'est pas une liste finale. En tous cas, elle n'est pas achevée. On travaille toujours dessus.

WISDOM DONKOR :

Je suis conseiller à la GNSO. J'ai un commentaire en lien avec les droits humains et Smart Africa. J'ai consulté votre site web, j'ai tout lu, je m'y suis même inscrit, mais je n'ai pas vu de mention sur les droits humains. Dans notre région du monde, l'Afrique, il y a une grande proportion de la population qui est vulnérable. Et très souvent, ce secteur de la population qui est vulnérable doit affronter différents problèmes. Par ailleurs, nous voyons que les forces de l'ordre ne comprennent pas ou ne sont pas au courant de ce qui se passe dans l'environnement numérique. La plupart des avocats africains n'ont pas les connaissances non plus. Donc je m'attendais à vous entendre parler un peu de droits humains. Qu'est-ce que vous faites pour renforcer les connaissances de ces secteurs, des avocats, des forces de l'ordre, par rapport à cela? Je me dis que lorsque vous vous occuperez des questions du numérique dans l'environnement judiciaire, ces personnes pourront être au courant de ce qui se passe et donc pourront décider de manière plus transparente.

Par ailleurs, je voulais vous parler de l'IGF. L'année prochaine, on aura un processus de révision des rapports du WHOIS. Cela fera déjà 20 ans que nous avons eu le premier rapport et nous devons décider de renouveler ou pas ce mandat. Alors que faire pour pouvoir faire passer notre message de sorte que les Nations Unies ou l'entité responsable correspondante puisse nous aider à faire en sorte que ce mandat soit renouvelé pour que l'IGF poursuive ses activités? Vous avez dit que vous souhaitez collaborer avec les IGF, mais est-ce que vous parlez des forums régionaux ou des forums nationaux? Et puis, quelle serait la collaboration? Envisagez-vous un soutien financier ou d'autre type? Merci.

JUNE OKAL :

D'accord.

PERSONNE NON IDENTIFIÉE : Merci. Merci pour cette présentation, Dr Masilela. Et merci à Yaovi, bien évidemment, pour sa vue d'ensemble de nos travaux. On parlait de la date butoir du 15 novembre. Cela me semble un peu trop court vu la taille de la communauté. Donc je voudrais demander au responsable de l'ICANN de reconsidérer cette date. Si on avait un peu plus de temps, je pense qu'on serait plus à même de trouver la manière de collaborer.

D'autre part, j'ai un sujet qui est l'un des plus difficiles pour moi. Cela fait des mois qu'on entend les gens parler de la prochaine série comme une opportunité d'inclusion, mais il existe une barrière d'accès qui est inhérente et dont le Dr Masilela nous a parlé, qui est celle des frais d'évaluation. Je sais que l'ICANN dira tout de suite : Ah non, non, mais

on a un programme de soutien aux candidats. Rien ne garantit que si vous postulez à ce programme, vous pourrez effectivement établir un moyen de collaboration et avoir des résultats. Et que si vous payez les frais, vous aurez la délégation de la chaîne qui vous intéresse aussi.

Alors, le modèle qu'a présenté le Dr Masilela pourrait fonctionner, me semble-t-il. Mais à l'ICANN, les fournisseurs de services registre accrédités sur le continent sont en fait au nombre que d'un, il n'y a qu'un fournisseur de services enregistré en Afrique – accrédité. Donc, serait-il réaliste que de dire que l'ICANN inclut l'Afrique en général? Ou est-ce un beau libellé qui parle d'inclusion mais sans qu'il n'y ait rien derrière? C'est une question pour le Dr Lucky.

Mais je ne viens pas ici soulever des problèmes sans proposer des solutions. Je me dis qu'il faut reconsidérer le soutien des candidats parce que vous savez que dans l'hémisphère sud, c'est où on en a le plus besoin. Et puis, il faudrait établir des quotas. Si en tant qu'Africain, on ne postule pas, on va perdre ses places. Mais il faut travailler de manière attentionnée. Travailler avec une discrimination, une discrimination positive. Autrement, ça va rester dans de très beaux mots. Merci.

LUCKY MASILELA :

June, est-ce qu'on répond aux questions?

LACINA KONÉ :

Je vais répondre à la première question. Que vous soyez la victime ou le bourreau, au niveau des droits humains, on a toujours le droit à être informé. Et pour transformer la situation, on a besoin d'information. À

l'époque de l'indépendance en Afrique, on consommait en général des nouvelles qui venaient des pays où il y avait des chaînes de télévision. Mais maintenant, avec les smartphones, on a tous accès aux informations. Et donc vous parlez de droits humains. L'application des droits humains ne fait pas partie de notre mission, mais notre mission et notre mandat est d'utiliser la technologie de manière éthique et responsable et de veiller à ce que la connectivité soit inclusive. Quand on parle de liberté d'expression et qu'on en discute avec les autorités et les gouvernements, cela ne fait pas partie de notre mission ou de notre mandat. On a des programmes de renforcement de capacités, mais plus de 80 % des décideurs de nos gouvernements ne connaissent pas cette technologie. On les voit devant une table et on tient pour acquis qu'ils savent quelles sont les implications et les incidences de cette technologie, mais ce n'est pas le cas. Voilà pourquoi nous travaillons sur la diffusion, sur la défense, sur la formation auprès des gouvernements, auprès du secteur législatif. Parce que, comme je le dis, la plus grande menace en Afrique n'est pas l'utilisation de la technologie, comme on la connaît aujourd'hui, c'est l'intelligence artificielle. On peut générer des images de vous sans que ce soit très éthique. Alors, on peut être au courant de l'existence de la technologie, mais sans savoir l'utiliser. Il faut beaucoup de renforcement de compétences, beaucoup de formation pour savoir comment l'utiliser. J'espère avoir répondu à votre question et j'espère que mon collègue ici pourra répondre à votre question à propos de l'IGF.

PERSONNE NON IDENTIFIÉE : Oui, merci. Alors, vous parlez de ce que nous sommes en train de faire pour le renouvellement de notre mandat en tant qu'IGF. Le Pacte numérique mondial parle d'inclusion, de veiller à ce qu'on ait tous l'accès au niveau universel. Alors, le format pourrait changer, c'est vrai, mais nous travaillons pour nous assurer que nous soyons toujours cohérents et que les objectifs que nous établissions puissent être décidés avec l'IGF pour rester consistants. Pour ce qui est de notre partenariat ou notre travail conjoint avec les IGF, nous travaillons avec les différents IGF à l'échelle nationale. D'ailleurs, récemment, nous avons collaboré avec l'IGF du Ghana à partir des demandes qui nous ont formulées. Les différents pays peuvent nous demander de les aider pour établir cette collaboration. Permettez-moi de finir d'abord et puis je vous cèderai la parole. On travaille également avec les IGF régionaux et avec l'IGF mondial. Le soutien que nous offrons n'est pas directement financier, étant donné que Smart Africa est une organisation à but non lucratif. Donc ce que nous fournissons est de l'assistance technique à travers le renforcement des compétences. Et puis, nous travaillons avec les gouvernements. Au moment d'élaborer des politiques, on les soutient avec des conseils, des avis, mais on ne donne pas de l'argent.

PERSONNE NON IDENTIFIÉE : Oui, je voulais ajouter un autre commentaire à cela. Je crois que le cas de Wisdom est très particulier. J'en suis au courant. Il a essayé de déterminer comment mieux travailler pour le Forum sur la gouvernance de l'Internet au Ghana cette année avec Smart Africa. Mais je pense qu'il y a eu des difficultés auxquelles nous avons été confrontées pour pouvoir les aider. On n'a pas eu le temps. Finalement, on nous a

prévenus un peu à la dernière minute, mais je crois que l'année prochaine, on pourrait envisager de commencer à travailler avec un peu plus de temps. À Smart Africa, on a beaucoup de processus que nous devons suivre. Donc il vaudrait mieux nous demander de vous aider avec un peu plus de temps. Comme ça, on pourra vous soutenir. Je m'excuse. Vous parlez du soutien pour le Ghana, c'était le forum du DNS du Ghana et non pas l'IGF du Ghana. C'est le même écosystème, vous savez. L'IGF fait partie également de ce même environnement, mais je tenais à préciser cela. Merci.

LUCKY MASILELA :

Merci beaucoup. Si on reprend cette question, si on veut que l'Afrique participe à la prochaine série de gTLD, nous devons changer le programme de soutien aux candidats. Le problème, c'est que pour le moment, nous parlons de cela pour les candidats, mais nous n'avons pas de remise qui est prévue pour les fournisseurs backend. Donc, si nous voulons que ces fournisseurs de services participent, il ne faut pas qu'il y ait seulement une remise, mais il faut pouvoir garantir leur participation. Il nous faut également nous assurer pouvoir fournir ces services sur tout le continent. On ne veut pas créer ces services en double, mais on veut vraiment prendre en compte ce type de questions. Nous n'avons pas beaucoup de temps. Je vois vraiment que le conseil d'administration fait un travail formidable. Mais la meilleure chose à faire serait de créer un programme qui nous permettrait de lancer notre de lancer ce travail et d'être prêts pour 2026.

JUNE OKAL : Merci beaucoup, Lucky, et nous allons donner la parole à Bob Ochieng qui prendra la parole pour clore cette réunion.

BOB OCHIENG : Merci beaucoup. Merci à tout le monde. Bien sûr, en fonction de comment nous regardons cela. Est-ce que le soutien au RSP ou le soutien aux candidats est suffisant? Il faut qu'on se pose la question du temps. Alors pour donner du contexte, le soutien sera offert pour 85 % des frais applicables. Et en même temps, le soutien est très spécifique, spécifique à certaines entités.

Donc c'est les personnes qui envisagent de se porter candidat peuvent avoir par exemple des petites ou moyennes entreprises ou venir de groupes autochtones par exemple. Ce sont ce type d'entités qui sont visées avec ce soutien. Donc vous savez que nous avons des candidats potentiels qui ne rentrent pas forcément dans ces catégories. Je crois que, d'un côté, la question est de savoir si nous avons reconnu le DNS et son potentiel dans son entièreté ou non, puisqu'aujourd'hui c'est une vraie barrière. Les frais d'entrée, les tarifs, sont une vraie barrière. Mais surtout sur la performance de l'industrie. Parce que si on compare avec d'autres marchés, ils peuvent avoir différentes opinions sur ces questions. Donc je pense qu'il faut investir davantage et soutenir davantage l'écosystème pour pouvoir lui permettre d'atteindre son potentiel. L'essentiel, puisque pour le moment nous ne sommes qu'en surface et nous travaillons qu'en surface.

Je crois que nous représentons 3 % des ccTLD, comme nous l'avons dit. Mais je crois qu'il y a un vrai potentiel ici à remplir. Donc, c'est un vrai enjeu de marché qui doit être évalué. Et pour cela, nous avons vraiment besoin de collaboration, de soutien et y compris de la part d'entreprises, de gouvernements et d'établissements en Afrique.

Malheureusement, c'est ce que le comité a proposé, ce que le comité propose que l'ICANN mette en œuvre. Encore une fois, un soutien limité à 85 % du tarif total, mais qui est proposé pour les ONG, les ONG internationales, les petites et les moyennes entreprises ou les groupes autochtones. Donc, je pense que l'Afrique, ses institutions, ses gouvernements pourraient collaborer davantage. Et je pense qu'il est possible de débloquent des financements pour soutenir des candidats potentiels. Et je crois que c'est ce que Lucky proposait également. Donc je serai prêt à répondre à vos questions. Si vous me voyez dans les couloirs, n'hésitez pas à venir me les poser directement. Mais je crois que nous sommes arrivés au terme de cette réunion au micro. Merci beaucoup.

JUNE OKAL :

La session est désormais levée. Merci à toutes les équipes techniques. Nous allons prendre une photo, donc venez prendre la photo. Merci d'être venus à cette séance de l'espace Afrique. Bonne journée.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]